

Égypte. La chute de Moubarak a ouvert une phase complexe et confuse dans les relations institutionnelles : les anciennes et les nouvelles formations politiques animent l'espace public et cherchent des stratégies pour reconstruire le pays à leur propre avantage, tandis que l'armée peine à céder sa place.

Sur les eaux du Nil on navigue à vue

NATHALIE BERNARD-MAUGIRON

Nathalie Bernard-Maugiron est juriste, Directrice de recherche à l'Institut de Recherche pour le Développement (IRD, UMR 201 Développement et Sociétés) et co-directrice de l'Institut d'Études de l'Islam et des Sociétés du Monde musulman (IISMM) à l'École des Hautes Études en Sciences Sociales (EHESS) à Paris. Ses travaux de recherche portent sur le processus de transition démocratique dans le monde arabe, le droit de la famille ainsi que le système judiciaire en Égypte et dans le monde arabe.

LE 10 AVRIL 2012, le Conseil d'État égyptien jugea inconstitutionnelle la composition de l'Assemblée constituante à majorité islamiste chargée d'élaborer une nouvelle Constitution pour l'Égypte post-Moubarak. Cinq jours plus tard, le président du Conseil Suprême des Forces Armées (CSFA), au pouvoir depuis la chute de Moubarak en février 2011, demanda une nouvelle fois que la nouvelle Constitution soit adoptée avant la tenue des élections présidentielles, prévues pour les 23/24 mai 2012, jetant un trouble au sein de la classe politique : comment élaborer et soumettre à référendum une Constitution avant le 23 mai, alors qu'à la mi-avril les différentes forces politiques en présence n'avaient pas encore réussi à s'accorder sur les critères de désignation des membres de la Constituante ? Les élections présidentielles pourraient-elles vraiment se tenir aux dates prévues ? L'armée quitterait-elle le pouvoir avant le 30 juin 2012, comme elle s'y était engagée, en l'absence de président élu et de nouveau texte constitutionnel ? Les incertitudes sur l'avenir du processus de transition institutionnelle se renforcèrent lorsque le 17 avril 2012, la commission des élections présidentielles invalida définitivement la candidature de trois des candidats les mieux placés, dont l'un des deux candidats des Frères Musulmans et celui des salafistes.

Depuis la chute du président Moubarak et le transfert de ses pouvoirs au CSFA, la phase de transition institutionnelle s'est cristallisée autour des questions constitutionnelles et a vu s'affronter courants libéraux et de gauche, d'un côté et forces islamistes, de l'autre. L'armée, accusée tour à tour de faire le jeu des islamistes en organisant les législatives avant la rédaction de la Constitution, puis de leurs adversaires en proposant d'adopter des principes supra-constitutionnels pour lier la future Constituante, semble peu disposée à quitter le pouvoir avant de s'être assurée d'une immunité juridictionnelle, de la garantie du respect de ses intérêts économiques et d'une forme de droit d'ingérence politique.

Cette lutte autour des enjeux constitutionnels a rythmé les développements du processus de réforme institutionnelle, depuis l'adoption d'un texte provisoire pour régir la période de transition, jusqu'aux débats autour du contenu de la future Constitution permanente et de l'adoption ou non de principes supra-constitutionnels,

en passant par la détermination de la feuille de route et la composition de l'instance chargée d'élaborer la nouvelle charte.

UNE GESTION CAHOTIQUE DE LA PÉRIODE DE TRANSITION

La période de transition se caractérise par un manque de cohérence et de consistance, qui a mis en évidence l'inexpérience de la junte militaire en matière de gestion du pouvoir. Tout d'abord, la prise du pouvoir par l'armée s'est faite dans la plus parfaite illégalité : lorsque le président Hosni Moubarak a quitté ses fonctions le 11 février 2011 en confiant ses pouvoirs au CSFA, c'est le président de la Chambre basse du Parlement, ou le président de la Cour constitutionnelle en cas de dissolution du Parlement, qui d'après la Constitution aurait dû assurer son intérim. Juridiquement, l'armée est donc arrivée au pouvoir par un coup d'État militaire et sa légitimité ne repose que sur le rôle jugé positif qu'elle a joué lors de la révolution. Le caractère illégal de la démission de Moubarak et du transfert de ses pouvoirs fut d'ailleurs agité par l'avocat de l'ex-président lors de son procès en janvier 2012, pour affirmer que son client devait toujours être considéré comme le chef de l'État égyptien. Le CSFA prit soin de constitutionnaliser rapidement son statut à la tête des institutions en faisant figurer dans la déclaration constitutionnelle du 30 mars 2011 une disposition consacrant son rôle de législateur et de président par intérim, jusqu'à la tenue des élections parlementaires et présidentielles.

Dès son arrivée au pouvoir, le CSFA décida de suspendre la Constitution et de dissoudre les deux Chambres du Parlement. Il nomma un comité chargé d'amender le texte constitutionnel, à la tête duquel il plaça un ancien vice-président du Conseil d'État, connu pour sa proximité avec les milieux islamistes « éclairés ». De plus, le seul courant politique représenté en son sein fut les Frères Musulmans. Moins de trois semaines après la fin des travaux du comité, les amendements furent soumis à référendum. Les groupes islamistes leur apportèrent un soutien inconditionnel, n'hésitant pas à déplacer le débat sur le terrain du religieux pour convaincre la population de voter en leur faveur. Alors que les réformes soumises à référendum portaient essentiellement sur l'organisation des scrutins présidentiels et parlementaires, les Frères Musulmans prétendirent qu'un vote négatif entraînerait la disparition de l'article 2 de la Constitution, qui faisait de la *shari'a* la source principale de la législation. Ils furent soutenus par les salafistes, musulmans ultra conservateurs apparus sur la scène publique depuis la chute de Moubarak, qui allèrent jusqu'à affirmer que voter « oui » était un devoir religieux. La principale préoccupation des groupes islamistes était en fait que les amendements soient adoptés, afin que le processus de réforme puisse suivre son cours et atteindre l'étape suivante : les élections législatives, qu'ils savaient être en mesure de remporter.

En face, la plupart des groupes libéraux et forces de gauche, de même que les jeunes révolutionnaires et les coptes, appelèrent à voter contre les amendements, protestant à la fois contre leur procédure d'élaboration, leur caractère limité et le contenu contestable de certaines dispositions. De plus, pour eux, la Constitution de 1971, jugée responsable de la dérive autoritariste de l'ancien président, aurait dû être entièrement abrogée et non simplement amendée. Les amendements furent soumis à référendum le 19 mars 2011 et adoptés à une majorité écrasante de 77,2 %, avec un taux de participation de 41%. Ce résultat fut considéré comme une victoire des mouvements islamistes et du CSFA, même s'il est probable qu'un nombre important d'électeurs se prononcèrent en faveur des amendements dans le seul but d'accélérer le rétablissement de l'ordre et de la stabilité dans le pays.

Quelques jours plus tard, la Constitution de 1971, suspendue le 13 février et amendée le 19 mars, fut finalement remplacée par la déclaration constitutionnelle du 30 mars

**uridiquement, l'armée est donc arrivée
u pouvoir par un coup d'État militaire
t sa légitimité ne repose que sur le rôle positif
u'elle a joué lors de la révolution**

2011, qui reprit une cinquantaine de dispositions de l'ancienne Constitution, en y incorporant les sept articles amendés adoptés par référendum. Les observateurs se demandèrent pourquoi avoir amendé la Constitution si c'était pour l'abroger quelques semaines plus tard, et pourquoi les amendements avaient été soumis à référendum alors que la déclaration constitutionnelle provisoire ne l'était pas. Cette gestion laborieuse de la période de transition donna un sentiment d'improvisation et de manque de vision d'ensemble. De plus, comme la suite des développements le montrera, de nombreuses lacunes et omissions dans le contenu même de la déclaration constitutionnelle minèrent la suite du processus de réforme institutionnelle. En particulier, la déclaration ne précisait pas l'ordre dans lequel devaient être organisées les prochaines étapes du processus de réforme institutionnelle, était ambiguë quant aux modalités de composition de la prochaine Constituante et ne prévoyait pas de mécanisme de contrôle du gouvernement par le Parlement.

LES INCERTITUDES DU PROCESSUS D'ÉLABORATION

La déclaration constitutionnelle ne précisant pas l'ordre dans lequel devaient se succéder élections législatives, présidentielles et élaboration d'une nouvelle Constitution, les forces politiques s'affrontèrent sur le choix du meilleur scénario possible pour assurer la mise en place de nouvelles institutions. Les libéraux s'appuyèrent sur le modèle tunisien pour appeler à l'élaboration d'une nouvelle Constitution avant la tenue des élections législatives. Pour eux, en effet, la Constitution devait être prioritaire, car c'est elle qui pose les fondements des institutions. En fait, ils craignaient que les nouvelles forces politiques nées de la Révolution du 25 janvier ne manquent de temps et de ressources financières pour s'organiser avant la tenue des élections parlementaires, alors que les Frères Musulmans, bien structurés, opérationnels et solidement implantés sur le terrain, étaient en bonne position pour les remporter. Or, les enjeux des élections législatives dépassaient la seule détermination de la majorité parlementaire, puisque le nouveau Parlement serait chargé de nommer les membres de l'Assemblée constituante. Les courants islamistes, en cas de victoire aux législatives, ne risquaient-ils pas d'introduire dans la Constitution des dispositions visant à islamiser le système politique et juridique, en supprimant notamment la liberté religieuse et le principe d'égalité entre citoyens ?

Pour les courants islamistes, par contre, il fallait s'en tenir à la feuille de route tracée par les amendements du 19 mars 2011 et reprise dans la déclaration constitutionnelle. Adoptés par référendum, ils étaient l'expression de la volonté souveraine du peuple égyptien, à laquelle on ne pouvait se soustraire. Or, parmi les dispositions amendées, figurait un article selon lequel le Parlement serait chargé de nommer la Constituante. Cela signifiait donc que les élections législatives devaient précéder l'élaboration d'une nouvelle Constitution. Malgré le soutien de plusieurs membres du gouvernement et même du Premier ministre de l'époque, le CSFA refusa de modifier le calendrier. Les libéraux interprétèrent ce refus comme la confirmation de l'existence d'une alliance secrète entre l'armée et les Frères Musulmans : le CSFA leur garantissait une place privilégiée sur la scène politique en échange de leur engagement à respecter les privilèges de l'armée et à contrôler la rue pour éviter les débordements.

L'autre rendez-vous électoral dont la date devait être déterminée était celui des élections présidentielles. Devaient-elles se tenir avant ou après l'élaboration de la nouvelle Constitution ? Dans le calendrier fixé par l'armée en octobre 2011, elles devaient se tenir après l'adoption de la nouvelle Constitution, soit fin 2012/début 2013. Cela signifiait que jusqu'à cette date, le CSFA continuerait à exercer les pouvoirs présidentiels exceptionnels que lui avait confiés la déclaration constitutionnelle. Or, pour une fois, tous les cou-

Quant aux Frères Musulmans, ils affichèrent leur soutien au calendrier fixé par les militaires, qui selon eux présentait l'avantage de bien délimiter les pouvoirs du futur président avant de lui confier le pouvoir ”

La période de transition fut caractérisée par un manque de cohérence et de consistance qui soulignèrent l'inexpérience de la junte militaire en matière de gestion du pouvoir »

rants politiques étaient unanimes : l'armée devait quitter le pouvoir le plus rapidement possible et rendre le pouvoir aux civils. À la suite de heurts violents entre manifestants et police militaire, le CSFA annonça finalement le 22 novembre 2011 qu'il quitterait le pouvoir avant la fin juin 2012. Les élections présidentielles se tiendraient donc avant cette date. Mais cette déclaration ne trancha pas la question de l'ordre dans lequel devaient se dérouler les deux dernières étapes du processus de transition. Quelques semaines plus tard, le ministre des Affaires parlementaires annonça que les présidentielles ne se tiendraient qu'une fois la nouvelle Constitution adoptée, permettant ainsi au CSFA de garder le plus longtemps possible le contrôle du processus de transition et d'influencer l'élaboration de la nouvelle Constitution. Quant aux Frères Musulmans, ils affichèrent leur soutien au calendrier fixé par le CSFA, qui selon eux présentait l'avantage de bien délimiter les pouvoirs du futur président avant de lui confier le pouvoir. Les deux étapes furent finalement menées en parallèle.

Si la déclaration constitutionnelle prévoyait que les membres élus des deux Chambres du Parlement se réuniraient pour choisir les 100 membres de la Constituante, elle ne fixait toutefois pas les critères de nomination. Les partis islamistes, majoritaires dans les deux Chambres du Parlement suite aux élections parlementaires tenues fin 2011/début 2012, affirmèrent que les membres de la Constituante devaient être choisis au sein du Parlement, alors que pour les libéraux et partis de gauche, la Constituante devait être le reflet de la diversité de la société et associer des membres de diverses composantes, quelle que soit leur représentation au sein du Parlement. Le CSFA tenta à deux reprises, en juillet puis en novembre 2011, d'imposer des directives pour guider la formation de la Constituante et limiter ainsi les pouvoirs du Parlement, soutenant qu'elle devait être formée de représentants des divers courants de la société plutôt qu'issue de la majorité parlementaire. Sa proposition de réserver 80 sièges aux représentants de divers courants politiques, religieux, sociaux ou intellectuels de la société (syndicats, ONG, corps judiciaires, partis politiques, institutions religieuses chrétiennes et musulmanes) nommés par leurs groupes d'appartenance respectifs, et de ne laisser le Parlement choisir que 20 sièges, avait été très bien accueillie par les libéraux, soucieux eux aussi de limiter la marge de manœuvre du Parlement à majorité islamiste. Par contre, elle avait entraîné une réaction de rejet catégorique de la part des partis de l'Islam politique, qui organisèrent deux manifestations massives de protestation le 29 juillet 2011 puis le 18 novembre 2011, alors même qu'ils avaient refusé jusque là de se joindre aux manifestations anti-CSFA organisées par les partis libéraux et les jeunes révolutionnaires. Avec le départ du Premier ministre et de son vice-Premier ministre, emportés par les manifestations de novembre 2011, suivi du raz de marée des partis islamistes aux législatives qui renforça leur position sur la scène politique égyptienne, ces projets retombèrent aux oubliettes.

La junte militaire fit une dernière tentative de contrôle de la composition de la Constituante, en nommant en novembre 2011 un comité de 30 conseillers pour le seconder pendant la phase de transition, auquel elle demanda conseil quant aux critères de choix des membres de la future Assemblée constituante. Les Frères Musulmans refusèrent d'y siéger, accusant une nouvelle fois les généraux de vouloir marginaliser le Parlement en confiant une partie de ses pouvoirs à des membres non élus. Devant les risques de nouvelle confrontation avec les islamistes, le CSFA fit machine arrière et annonça que les membres de la Constituante seraient choisis par les deux Chambres du Parlement sans aucune ingérence du comité de conseillers. La démission d'une dizaine de membres du comité en signe de protestation contre la répression violente des manifestations de novembre 2011, suivie par celle de son secrétaire général, portèrent un coup sérieux à la crédibilité de cette nouvelle instance.

Le 17 mars 2012, les deux Chambres du Parlement se réunirent pour fixer les critères de sélection des 100 membres de la Constituante. Alors que les Frères Musulmans avaient jusque là proposé une répartition de 40 parlementaires pour 60 non parlementaires, ils optèrent au dernier moment pour une répartition de 50/50. La proposition fut soumise au vote et adoptée par une majorité de 472 voix sur 585.

Une semaine plus tard, le 24 mars, les deux Chambres du Parlement se réunirent à nouveau, cette fois-ci pour procéder à la désignation des 100 membres parmi une liste de plus de 2 000 candidats, présentés par des parlementaires et institutions extérieures. Sur les 100 membres élus, près de 2/3 appartenaient à des partis islamistes. Les représentants de plusieurs partis libéraux et de gauche refusèrent de participer au vote, protestant notamment contre le fait qu'ils n'avaient pas disposé suffisamment de temps pour étudier tous les dossiers de candidature. Ils accusèrent les élus Frères Musulmans et salafistes d'avoir voté en bloc sur une liste préétablie. Seuls six femmes et six coptes furent élus, de même qu'un seul jeune révolutionnaire. Les jours suivants, une vingtaine de membres se retirèrent de l'Assemblée, affirmant qu'une Constituante devait être pluraliste et refléter la diversité des forces politiques, sociales et communautaires de la population et non être dominée par une seule force politique. Ils reprochèrent également aux membres d'avoir été choisis sur la base de leur affiliation politique et non de leurs compétences professionnelles. La majorité parlementaire d'aujourd'hui, soulignèrent-ils, ne sera pas nécessairement la même demain, alors que la Constitution, elle, est permanente et doit survivre aux changements de majorité. Les représentants élus de l'Eglise copte orthodoxe, de la Haute Cour constitutionnelle et d'al-Azhar décidèrent eux-aussi de boycotter la commission.

Une coalition de juristes et partis politiques libéraux déposa un recours devant le Conseil d'État pour inconstitutionnalité de la composition de la Constituante. Le 10 avril 2012, le juge administratif donna raison aux requérants, estimant que l'article 60 de la déclaration constitutionnelle du 30 mars 2011 avait donné mandat au Parlement d'« élire » les membres de la Constituante, sans préciser qu'une fraction devait être choisie en son sein. Or, si le constituant avait voulu qu'une partie des membres de la Constituante soit choisie au sein des parlementaires, il l'aurait clairement spécifié dans la disposition, ajouta le Conseil d'État. Par ce raisonnement *e contrario* quelque peu audacieux, le juge administratif invalida donc la composition de la Constituante. Il est intéressant également de souligner que le juge administratif déclara le recours recevable, estimant que la nomination par le Parlement des membres de la Constituante devait être considérée comme une décision administrative, soumise au contrôle du Conseil d'État, et non comme un acte parlementaire, exclu de tout recours juridictionnel. Cette solution juridique trouvée pour sortir de l'impasse politique, infligea un revers aux partis islamistes.

À la fin avril 2012, aucun accord n'avait encore pu être trouvé entre les différentes forces politiques en présence. Si un consensus semblait se dessiner pour réserver des sièges à différents groupes sociaux comme les ouvriers, femmes, étudiants et handicapés et à une dizaine d'experts en droit constitutionnel, le parti Justice et Liberté des Frères Musulmans semblait toujours exiger qu'un certain nombre de sièges soit réservé à des parlementaires, alors que les autres partis politiques, sur la base notamment de la décision du Conseil d'État, affirmaient que tous les membres de la Constituante devaient être choisis à l'extérieur du Parlement.

ÉTAT, RELIGION ET ARMÉE

Les principaux enjeux du futur texte constitutionnel s'articulent autour des liens entre État et religion, de la place de l'armée dans le nouveau système politique et de la répartition des pouvoirs.

Si le terme de « réislamisation »
était parfois avancé, tous les acteurs acceptaient
de se placer sur le terrain
de la légitimité démocratique et constitutionnelle

Les principaux enjeux du futur texte constitutionnel s'articulent autour des liens entre État et religion, de la place de l'armée dans le nouveau système politique et de la répartition des pouvoirs

Le CSFA tenta là encore d'intervenir dans le processus institutionnel, en présentant à deux reprises une liste de principes supra-constitutionnels sur lesquels devrait reposer la future Constitution et qui s'imposeraient donc à la Constituante. Les islamistes rejetèrent cette proposition, qu'ils considérèrent comme une nouvelle tentative de restriction des prérogatives de la future Constituante et une entrave à l'expression de la volonté du peuple par un organe non élu et descendirent dans la rue le 29 juillet 2011 puis le 18 novembre 2011 en signe de protestation. La plupart des libéraux et des partis de gauche, par contre, exprimèrent leur soutien à ces initiatives, dans l'espoir d'y voir consacré le caractère civil – et non confessionnel – de l'État égyptien.

La majorité des courants libéraux et des forces de gauche se résignèrent, par réalisme ou opportunisme, à conserver dans la nouvelle Constitution la disposition faisant des principes de la *shari'a* la source principale de la législation. Il est vrai qu'à l'heure actuelle, une telle référence semble faire consensus et qu'un parti appelant au retrait de cette disposition n'aurait aucune chance de rallier un nombre important d'électeurs. D'autant plus que cette disposition, qui figurait déjà dans la Constitution égyptienne précédente, n'avait pas entraîné une réislamisation du droit et des institutions et que la Haute Cour constitutionnelle en avait donné une interprétation très restrictive. Les libéraux tentèrent de garantir le caractère non islamiste du futur État, en promouvant le concept d'État « civil », terme confus et vague, alternative à la notion d'État « laïc » ou « séculier » dont la résonance péjorative évoque le concept d'apostat. Le terme fut repris par le projet de principes supra-constitutionnels de novembre 2011. Les Frères Musulmans se déclarèrent disposés à l'endosser, à condition d'y ajouter l'expression « à référence islamique ». Les salafistes, part contre, le rejetèrent.

Si le terme de « réislamisation » du droit et des institutions est parfois avancé, notamment par les courants salafistes, on constate toutefois que tous les acteurs acceptent de se placer sur le terrain de la légitimité démocratique et constitutionnelle en se référant dans leurs discours et programmes aux concepts modernes d'État, de volonté nationale ou de souveraineté du peuple et non à un modèle de constitutionalisme islamique sans État, ni élections, ni Constitution ni séparation des pouvoirs. Les salafistes eux-mêmes, qui participent pour la première fois au politique, semblent accepter eux-aussi les règles du jeu démocratique, même si les déclarations de certains de leurs membres font craindre une réelle volonté de réislamisation du droit, des institutions et de la société, sans que l'on sache très bien, toutefois, en quoi elle consistera. L'avenir dira s'il s'agissait d'une adhésion purement tactique de leur part aux principes de l'État moderne et, en particulier, s'ils se plieront à la règle de l'alternance du pouvoir en cas d'échec aux prochaines législatives.

Un autre enjeu constitutionnel fondamental est celui de la place de l'armée dans les futures institutions. Même si le CSFA a toujours proclamé son attachement à la réalisation des objectifs de la Révolution du 25 janvier et sa détermination à rendre aussi vite que possible le pouvoir aux civils, il ne semble toutefois pas disposé à se désengager complètement de la vie politique. Le projet de principes supra-constitutionnels de novembre 2011 avait ainsi fait de l'armée la garante de la légitimité constitutionnelle et l'avait placée au-dessus de tout contrôle politique et financier en prévoyant que le budget des forces armées ne serait pas discuté devant le Parlement. Il attribuait également des pouvoirs d'intervention très importants au CSFA dans le processus d'élaboration de la Constitution, en l'autorisant en tant que président provisoire à s'opposer à certaines dispositions qu'il estimerait contraires aux fondements de l'État et de la société égyptienne ou aux droits et libertés garantis par les constitutions égyptiennes successives. L'Assemblée aurait alors eu 15 jours pour modifier ces dispositions, faute de quoi l'affaire aurait été tranchée par la Haute Cour constitutionnelle. De plus, si l'Assemblée consti-

tuante n'avait pas réussi à élaborer une Constitution dans un délai de six mois, le CSFA aurait eu le pouvoir de nommer une autre Assemblée constituante. Ces dispositions furent rejetées par les islamistes et les libéraux, de crainte que les militaires n'en profitent pour pérenniser leur rôle politique à la tête de l'État en mettant hors d'atteinte certaines dispositions fondamentales les concernant. Les libéraux et les partis de gauche soupçonnèrent l'armée de négocier directement et secrètement avec les partis islamistes un statut d'immunité judiciaire pour les fautes commises pendant la période de transition. Les déclarations de certains leaders des Frères Musulmans s'engageant à ne pas demander de comptes à l'armée en cas d'accession au pouvoir semblèrent aller en ce sens, même si elles ont été démenties par la direction du parti.

LE REGRET DES LIBÉRAUX

La dernière question d'ordre constitutionnel qui divise la scène politique égyptienne est celle du régime politique à mettre en place et de la répartition des pouvoirs en son sein. Les positions des uns et des autres ont semblé longtemps fluctuantes. Alors que les courants libéraux se sont battus pour abolir le système présidentiel autoritaire institué par la Constitution de 1971, ils en sont venus, devant la puissance des mouvements islamistes, à militer en faveur d'un régime présidentiel, qui permettrait notamment d'éviter que ne soit nommé comme Premier ministre le chef de la majorité parlementaire. Quant aux Frères Musulmans, ils semblent finalement privilégier un système mixte, semi-présidentiel, où le pouvoir serait partagé entre le président et le Parlement. La procédure de révision de la Constitution et l'existence éventuelle de dispositions immunes de tout recours en révision sera également un point fondamental à trancher par la Constituante.

À un mois des élections présidentielles, l'Égypte n'avait toujours pas de Constitution. Les candidats aux élections présidentielles ne savaient quels seraient les pouvoirs du président une fois élu. Les élections présidentielles étant prévues pour les 23/24 mai 2012, il semblait de plus en plus improbable qu'une nouvelle Constitution puisse être élaborée et adoptée par référendum avant cette date. D'autant plus que le contenu même de ce nouveau texte faisait l'objet de vifs débats entre les différentes forces politiques. Certains suggérèrent d'amender l'article 60 de la déclaration constitutionnelle, afin qu'il précise les critères de sélection des membres de la Constituante. D'autres firent appel au CSFA afin qu'il amende cette même déclaration provisoire pour qu'elle puisse continuer à s'appliquer après les élections présidentielles, jusqu'à l'adoption d'un nouveau texte constitutionnel. Un autre courant, enfin, suggéra de remettre en vigueur, de façon provisoire, la Constitution de 1971. À la fin avril 2012, aucun consensus n'avait encore été trouvé quant aux critères de désignation des membres de la Constituante. Un accord entre le CSFA et les principales forces politiques conclu le 28 avril avait été rejeté dès le lendemain par la Commission des Affaires législatives et constitutionnelle de l'Assemblée du peuple. De plus, le Parlement décida le 29 avril de suspendre ses réunions jusqu'au 6 mai, en signe de protestation contre le fait que le CSFA continue à refuser de nommer un gouvernement issu de la majorité parlementaire. Les partis islamistes n'hésitaient donc plus à affronter le CSFA et semblaient désormais peu pressés d'adopter une nouvelle Constitution, sans doute dans l'espoir que leur candidat remporterait les présidentielles et qu'ils renforceraient ainsi encore davantage leur place sur l'échiquier politique. Contrôlant le législatif et l'exécutif, ils auraient alors toute latitude pour reprendre en mains le processus d'élaboration de la nouvelle Constitution. Mais beaucoup en Égypte doutaient que les élections présidentielles se tiennent vraiment aux dates prévues, et que l'armée quitterait le pouvoir à la fin juin 2012, comme elle s'y était engagée, se privant ainsi de la possibilité de peser sur le contenu de la future Constitution.

**Une coalition de juristes et partis politiques libéraux
déposa un recours devant le Conseil d'État
pour inconstitutionnalité de la composition
de la Constituante. Le 10 avril 2012,
le juge administratif donna raison aux requérants** »

OASIS

Rivista semestrale della Fondazione Internazionale Oasis
Anno VIII N.15 Giugno 2012

Revue semestrielle de la Fondation Internationale Oasis
Année 8° N.15 Juin 2012

A biannual journal of the Oasis International Foundation
Year 8 N.15 June 2012

نخلستان

بين القوامي قانوني نخلستان كما سبها مابي رساله - سال يثتم - شماره بندرتوان - جون ٢٠١٢

للواحة

بويده تصدور عن مؤسسة «الواحة» المولدة السنة الثامنة العدد الخامس عشر حزيران (يونيو) ٢٠١٢

AUX FONDLEMENTS DES ÉTATS

DROIT, CONSTITUTIONS, SHARI'A

RENCONTRES. RACHID GHANNOUCHI:
C'EST À LA DÉMOCRATIE D'INTERPRÉTER LE CORAN
REPORTAGE. TUNISIE: UN POINT DE NON-RETOUR
IMMAGES. RÉVOLTES ARABES: DE LA RUE AUX ALLÉES DU POUVOIR

Egypt. With the fall of Mubarak a complex and confused phase has opened in institutional relationships: old and new party formations are holding centre stage and searching for strategies to reconstruct the country to their own advantage, while the army is finding it difficult to let go of power.

On the Waters of the Nile

Playing it by Ear

NATHALIE BERNARD-MAUGIRON

ON 10 APRIL 2012, the Egyptian Council of State judged unconstitutional the composition of the Constituent Assembly, with its Islamic majority tasked with drawing up a new Constitution for post-Mubarak Egypt. Five days later, the President of the Supreme Council of the Armed Forces (SCAF), in power since the fall of Mubarak in February 2011, came back to ask that the new Constitution be adopted before the presidential elections were held, scheduled for 23 and 23 May 2012, thereby sowing panic in the political class: how to draw up and submit for referendum a Constitution before 23 May, when halfway through April the various political forces present on the ground had not yet managed to come to an agreement on the criteria for the appointment of the members of the Constituent Assembly? Would it really be possible to hold the presidential elections on the dates envisaged? Would the army have given up power before 30 June 2011, in accordance with commitments made, in the absence of an elected president and of a new constitutional text? The uncertainties on the future of the process of institutional transition increased when, on 17 April 2012, the presidential elections commission definitively invalidated the candidacy of three of the candidates who were best positioned, among whom were one of the two candidates of the Muslim Brothers and the candidate of the Salafis.

From the time of the fall of President Mubarak and from the moment of the transfer of his powers to the SCAF, the phase of institutional transition has crystallised around constitutional questions, and we have seen a confrontation between liberal and left currents on the one hand and left and Islamist forces on the other. The army, accused in turn of playing both into the hands of the Islamists by organising the legislative elections before the redaction of the Constitution, and also into the hands of their adversaries by proposing to adopt supra-constitutional principles to tie the hands of the future Constituent Assembly, seems reluctant to abandon power before being assured of juridical immunity and given guarantees that its economic interests will be respected and a right of intervention of some kind accorded.

This struggle over constitutional issues has marked the developments in the process of institutional reform, from the adoption of a provisional text to govern the period of transition up to the debates on the content of the future permanent Constitution and on the

Nathalie Bernard-Maugiron jurist, is Director of Research at the Institut de Recherche pour le Développement (IRM, UMR 201 Développement et sociétés) and Co-Director of the Institut d'Études de l'Islam et des Sociétés du Monde Musulman (IISMM) at the École des Hautes Études en Sciences Sociales (EHESS) in Paris. Her research focuses on the process of democratic transition in the Arab world, on family law, and on the judicial system in Egypt and in the Arab world.

adoption or not of supra-constitutional principles, via the settlement of the schedule for, and the composition of, the body charged with drawing up the new Charter.

THE CHAOTIC ADMINISTRATION OF THE TRANSITION

The period of transition has been characterised by a lack of coherence and consistency, which has shown up the inexperience of the military junta in the area of the administration of power. First of all the army's seizure of power took place in a context of the most complete illegality: when on 11 February 2011 President Hosni Mubarak gave up his office and handed his powers over to the SCAF, according to the Constitution it was up to the President of the Lower Chamber of Parliament or, in a situation where the Chamber had been dissolved, to the President of the Constitutional Court, to stand in for the interim. Juridically then the army came to power with a military coup, and its legitimacy is founded solely on the positive role it is believed to have played during the revolution. The illegal nature of the resignation of Mubarak and the transfer of his powers was indeed made an issue in January 2012 by the ex-President's lawyer on the occasion of the latter's trial, for he claimed that his client should continue to be considered Head of the Egyptian State. The SCAF was careful to regularise its constitutional status quickly in the higher echelons of the institutions, having a provision inserted into the Constitutional Declaration of 30 March 2011 that consecrated its role as legislator and interim President up to the completion of the parliamentary and presidential elections.

On coming to power, the SCAF decided to suspend the Constitution and dissolve the two Chambers of Parliament. It appointed a committee tasked with amending the text of the Constitution, at the head of which it placed an ex-vice-president of the Council of State known for his closeness to 'enlightened' Islamic circles. The only political viewpoint represented within the committee was that of the Muslim Brothers. Less than three weeks after the committee had completed its work, the amendments were subjected to a referendum. The Islamist groups gave them unconditional support, not hesitating to shift the debate onto the terrain of religion to convince the people to vote in their favour. While the reforms submitted to the referendum essentially concerned the organisation of the election of the President and the Parliament, the Muslim Brothers maintained that a vote against would lead to the suppression of Article 2 of the Constitution, which makes sharia the main source of legislation. They were supported by the Salafis, ultraconservative Muslims who appeared on the public arena after the fall of Mubarak, and they claimed that to vote 'yes' was a religious duty. The main preoccupation of the Islamist groups was actually that the amendments be adopted so that the process of reform could move on to the next stage: the legislative elections, which they knew they could win.

On the other hand, the majority of the liberal groups and the forces of the left, like the young revolutionaries and the Copts, called for a vote against the amendments, questioning either the procedure by which they had been drawn up or their limited nature and the questionable content of certain provisions. Moreover, in their opinion the Constitution of 1971, held to be responsible for the authoritarian drift of the ex-President, needed to be entirely abrogated and not simply amended. The amendments were submitted to a referendum on 19 March 2011 and adopted by an overwhelming majority of 77.2% with a level of participation of 41%. This result was viewed as a victory for the Islamist movements and the SCAF, even though it is probable that a significant number of electors were motivated to approve the amendments by the sole objective of speeding up the restoration of order and stability in the country.

A few days later the Constitution of 1971, suspended on 13 February and amended on 19 March, was replaced by the Constitutional Declaration of 30 March 2011, which repeated about fifty provisions of the old Constitution while incorporating the seven amended articles adopted with the referendum. Observers wondered then for what rea-

Juridically the army came to power by a military coup and its legitimacy is based solely on the positive role it played during the revolution ”

son the choice was made to amend the Constitution only to abrogate it a few weeks later, and why the amendments had been subjected to referendum but the Provisional Constitutional Declaration not so. This laborious administration of the transition gave an impression of improvisation and of the absence of an overall vision. Moreover, as later developments would demonstrate, numerous lacunae and omissions in the actual content of the constitutional declaration have undermined the progress of the institutional reform process. In particular, the declaration did not make clear the order in which the successive stages of the institutional reform process were to be organised, it was ambiguous with regard to the modalities of the composition of the next Constituent Assembly, and it did not set out mechanisms enabling Parliament to keep a check on the government.

UNCERTAINTIES CLOUD THE REVISION PROCESS

Since the constitutional declaration did not make clear the order in which the legislative and presidential elections were to be held and the drafting of a new Constitution carried out, the political forces lined up against each other over the choice of the best possible scenario for protecting the process of creation of new institutions. The liberals took their inspiration from the Tunisian model and called for a new Constitution to be drawn up before the legislative elections. They argued that the Constitution was the priority, seeing that it was to lay the foundations of the institutions. But in reality they were afraid that the new political forces born out of the revolution of 25 January would not have the time and the financial resources necessary for them to get organised before the parliamentary elections, whereas the Muslim Brothers, well organised, fully functioning, and solidly rooted on the terrain, were in a very good position to win them. The implications of the legislative elections actually went beyond the pure and simple establishment of a Parliamentary majority, since the new Parliament would be tasked with appointing the members of the Constituent Assembly. In the case of a victory for the Islamist movements in the legislative elections, would there not be a risk that provisions would be introduced into the Constitution aiming to Islamise the political and juridical system, and aiming in particular at suppressing religious freedom and the principle of equality between citizens?

According to the Islamists it was necessary however to adhere to the schedule set out in the amendments of 19 March 2011 and repeated in the Constitutional Declaration. Having been adopted by referendum, these amendments represented the expression of the sovereign will of the Egyptian people, which could not be disregarded: and among the amended provisions was included an article according to which Parliament would be tasked with choosing the Constituent Assembly. This meant therefore that the legislative elections would have to take place before the drafting of a new Constitution. In spite of the support for modifying the schedule coming from many members of the government and indeed from the Prime Minister himself, the SCAF refused to make any such modification. The liberals interpreted this refusal as a confirmation of the existence of a secret alliance between the army and the Muslim Brothers: the SCAF would guarantee them a favoured place on the political scene in exchange for a commitment to respect the privileges of the army and to avoid confusion on the street.

The other electoral date to be settled was that of the presidential elections. Should they be held before or after the drafting of the new Constitution? According to the calendar fixed by the army in 2011, they should take place after the adoption of the new Constitution, that is at the end of the period 2012-early 2013. Consequently, up to this date the SCAF would continue to exercise the extraordinary presidential powers conferred on it by the constitutional declaration. For once, all the political movements were in agreement:

On their side the Muslim Brothers demonstrated strong support for the calendar fixed by the military which, in their opinion, presented the advantage of clearly delimiting the prerogatives of the future President before power was entrusted to him”

**The lack of coherence
of the transition period highlighted
the inexperience of the military junta
with respect to the question
of the administration of power** ”

the army must lay down power as quickly as possible and restore it to civilians. Following the violent encounters between demonstrators and military police, on 22 November 2011 the SCAF finally announced that it would cede power before the end of June 2012. The presidential elections would therefore be held before that date. But this declaration did not resolve the question of the order in which the last two stages of the process of transition were to take place. Some weeks later, the Minister of Parliamentary Affairs announced that the presidential elections would take place only after the Constitution had been adopted, thus allowing the SCAF to maintain control over the process of transition as long as possible, and to influence the drafting of the new Constitution. The Muslim Brothers for their part showed clear support for the calendar fixed by the SCAF which, in their opinion, presented the advantage of clearly delimiting the prerogatives of the future President before power was entrusted to him. In the end the two stages were embarked on together.

While the constitutional declaration planned for the elected members of the two Chambers of the Parliament to meet to choose the 100 members of the Constituent Assembly, it did not however settle the criteria on which the choices were to be based. The Islamist parties, the majority in the two Chambers of the Parliament after the Parliamentary elections of the end of 2011-beginning of 2012, maintained that the members of the Constituent Assembly were to be chosen from among the Parliamentarians, while for the liberals and the parties of the left, the Constituent Assembly would have to be a reflection of the diversity of society and include members of different origins, whatever the extent of their representation in Parliament. The SCAF tried on two occasions, in July and then in November 2011, to impose directives to guide the formation of the Constituent and thus limit the powers of Parliament, maintaining that it ought to be made up of representatives of the diverse communities within society rather than being the expression of the Parliamentary majority. Its proposal to reserve eighty seats for representatives of the different political, religious, social, and intellectual currents in society (Trades Unions, NGOs, judicial bodies, political parties, Christian and Muslim religious institutions, etc...), chosen by the groups to which they respectively belonged, and to leave to the choice of Parliament only 20 seats had been warmly welcomed by the liberals, who were also concerned to limit the room for manoeuvre of a Parliament with an Islamist majority. This had on the other hand been met with a categorical refusal from the parties of political Islam, which organised two mass protest demonstrations, on 29 July 2011 and then on 18 November 2011, though up to then they had refused to join the anti-SCAF demonstrations organised by the liberal parties and by the young revolutionaries. With the departure of the Prime Minister and his deputy, swept away by the demonstrations of November 2011, which were followed by the triumph of the Islamist parties at the legislative elections and a consequent reinforcement of their position on the Egyptian political scene, these projects fell into oblivion.

The military junta made one final attempt to control the composition of the Constituent Assembly, appointing a Committee of thirty Councillors in November 2011 to help it during the transition stage, and asking for an opinion on the selection criteria for the members of the future Constituent Assembly. The Muslim Brothers refused to sit on this Committee, accusing the generals once again of wanting to marginalise the Parliament by attributing a part of its powers to unelected members. In the face of the danger of a fresh encounter with the Islamists, the SCAF retreated and announced that the members of the Constituent Assembly would be chosen by the two Chambers of the Parliament without any interference on the part of the Committee of Councillors. The resignations of ten or so members of the Committee as a mark of protest against the violent repres-

sion of the demonstrations of November 2011, followed by those of the general secretariate, inflicted a harsh blow on the credibility of this new body.

On 17 March 2012, the two Chambers of the Parliament came together to agree the criteria of selection for the hundred members of the Constituent Assembly. While the Muslim Brothers had up to this moment proposed a proportion of 40 Parliamentarians for 60 non-Parliamentarians, they had opted at the last moment for a parity representation of 50 Parliamentarians and 50 non-Parliamentarians. The proposal was put to a vote and adopted by a majority of 472 votes out of 585. One week later, on 24 March, the two Chambers of the Parliament came together again, this time to proceed to the appointment of the 100 members from a list of more than 2000 candidates, presented by Parliamentarians and external institutions. The representatives of the various liberal and left-wing parties refused to take part in the vote, protesting in particular against the fact that they did not have sufficient time to study all the candidates' dossiers. They accused those elected by the Muslim Brothers and the Salafis of having voted for a predetermined list *en bloc*. Among those elected there were only six women and six Copts, and only one single young revolutionary. On the days that followed, twenty or so members withdrew from the Assembly arguing that a Constitution should be pluralist and reflect the diversity of the political, social, and community forces of the population and not be dominated by one single political force. Moreover they complained about the fact that the members had been chosen on the basis of their political affiliation and not of their professional competence. Today's Parliamentary majority, they emphasised, will not necessarily be the same tomorrow, while the Constitution is permanent and will outlive changes in the majority. The representatives elected by the Orthodox Coptic Church, by the High Constitutional Court and by al-Azhar also decided to boycott the commission.

A coalition of jurists and liberal political parties lodged an appeal with the Council of State against the unconstitutionality of the composition of the Constituent Assembly. On 10 April 2012 the administrative judge granted the appeal, arguing that Article 60 of the constitutional declaration of 30 March 2011 had mandated Parliament to 'elect' the members of the Constituent Assembly, without stating that a proportion of the members of the Constituent was to be chosen from within its ranks. If the Constituent Assembly had wanted a proportion of the members of the Constituent to be chosen from among the Parliamentarians, it would have specified this clearly in the provision, added the Council of State. With this somewhat bold reasoning *e contrario*, the administrative judge invalidated the composition of the Constituent. It is worth noting that the administrative judge had accepted the appeal on the ground that the appointment by Parliament of the members of the Constituent ought to be considered an administrative decision, subjected to the Council of State, and not a Parliamentary act excluded from jurisdictional appeals. This juridical solution, devised to escape from the political impasse, sowed alarm among the Islamist parties:

At the end of April 2012 it had still not been possible to come to an agreement among the various political forces on the ground. While it seemed that a consensus was growing about the attribution of a few seats to various social groups, like workers, women, students, and the handicapped and ten experts on constitutional law, the Justice and Freedom Party of the Muslim Brothers seemed to continue to demand that a certain number of seats be reserved to Parliamentarians, while the other political parties argued, especially on the basis of the decision of the Council of State, that all the members of the Constituent must be chosen from outside Parliament.

STATE, RELIGION, AND THE ARMY

The main challenges in regard to the text of the future Constitution turn on the links between state and religion, the role of the army in the new political system, and the division of powers.

Though the expression 're-Islamisation' has been used from time to time, all the actors in the field have accepted to position themselves on the terrain of democratic and constitutional legitimacy »

The main challenges for the text of the future constitution have to do with the connections between the state and religion, the role of the army in the new political system, and the division of powers ”

Here too the SCAF has attempted to interfere in the institutional process by twice presenting a list of supra-constitutional principles on which the future Constitution should be based, to be imposed by the Constituent Assembly. The Islamists rejected this proposal, considering it to be a further attempt to limit the prerogatives of the future Constituent Assembly and an obstacle to the expression of the will of the people on the part of an unelected organ, and they went out onto the streets on 29 July 2011 and then on 18 November 2011 as a mark of protest. The majority of the liberals and the parties of the left, on the other hand, expressed their support for these initiatives in hopes of seeing an acknowledgement of the civil rather than the confessional nature of the Egyptian state.

Out of realism or out of opportunism the majority of the liberal movements and of the forces of the left resigned themselves to retaining in the new Constitution the provision that makes the principles of sharia the main source of legislation. In truth at the time in question the general consensus was in favour of this, and a party that called for the withdrawal of the provision would not have had any hope of mobilising a significant number of electors. All the more so in that this provision, which already figured in the previous Egyptian Constitution, had not involved a re-Islamisation of the law and institutions, since the High Constitutional Court had given a very restrictive interpretation of it. The liberals attempted to guarantee the non-Islamist character of the future state by promoting the concept of the 'civil' state, a confused and vague expression and an alternative to the notion of the 'secular' state, whose pejorative associations suggest the idea of apostasy. The term was taken up again in the project for supra-constitutional principles of November 2011. The Muslim Brothers declared themselves ready to approve it on condition that the expression be given 'an Islamic reference'. The Salafis however rejected it.

If the idea of a 're-Islamisation' (of the law and institutions) is sometimes advocated, above all by Salafi currents, it is noteworthy nonetheless that all the actors have accepted to place themselves on the terrain of democratic and constitutional legitimacy, referring in their speeches and programmes to modern concepts of the state, the national will, or popular sovereignty, rather than to a model of Islamic constitutionalism without a state, or elections, or constitution, or separation of powers. Even the Salafis, participating in politics for the first time, seem to accept the rules of the democratic game, although the declarations of some of their members do arouse fears as to whether in reality they hope for a re-Islamisation of the law, institutions, and society – without anybody having any clear idea of what that will mean. Time will tell whether this has been a purely tactical adherence to the principles of the modern state and, in particular, whether they will adapt to the rule of passing on the power in the event of a defeat in the next legislative elections.

Another fundamental constitutional question is the role of the army in future institutions. Even if the SCAF had always proclaimed its own desire to realise the objectives of the Revolution of 25 January and its determination to restore powers to civilians as quickly as possible, it did not however seem disposed to withdraw completely from political life. The project of supra-constitutional principles of November 2011 had made the army the guarantee of constitutional legitimacy and had placed it above all political and financial control, with the proposal that the armed forces budget would not be discussed in Parliament. Moreover it attributed to the SCAF very significant powers of intervention in the process of development of the Constitution, authorising it, as provisional president, to oppose provisions that it would consider contrary to the foundations of the Egyptian state and society or to the rights and liberties guaranteed by the various Egyptian Constitutions. The Assembly was to have fifteen days to modify such provisions, and if it refused to do so, the question would be resolved by the High Constitutional Court. Again, should the Constituent Assembly not succeed in drafting a Constitution within six months,

the SCAF would have the power to choose another Constituent Assembly. These provisions had been rejected by the Islamists and the liberals, who feared that the military would take advantage of them to perpetuate their own political role at the head of the state by embedding for good in the Constitution certain fundamental provisions that concerned them. The liberals and the parties on the left suspected that the army would enter secret direct negotiations with the Islamist parties to ensure a status of judicial immunity for the judiciary in respect of actions carried out during the period of transition. Declarations by some leaders of the Muslim Brothers that committed them to not calling the army to account in the event of their gaining power seemed to point in this direction, although they were in fact later contradicted by the leadership of the party.

THE REGRETS OF THE LIBERALS

The final question of a constitutional order that divides the Egyptian political scene is that of the political regime to be established and the distribution of the powers to be established within it. Some have seemed to waver in their positions for quite a while. Even though liberal currents have fought to abolish the authoritarian presidential system established by the Constitution of 1971, in the face of the power of the Islamist movements they have begun to campaign in favour of a presidential regime, which would make it possible to avoid the leader of the Parliamentary majority being appointed Prime Minister. For their part the Muslim Brothers ultimately seem to prefer a mixed semi-presidential system, in which the power is shared between the President and Parliament. The procedure of the revision of the Constitution and the existence of potential provisions placed beyond any possibility of revision will be another fundamental point on which the Constituent Assembly will have to decide.

One month before the presidential elections, Egypt still did not have a Constitution. The candidates for the presidential elections did not know what would be the powers of the President once elected. The elections were scheduled for 23-24 May 2012 and it was increasingly unlikely that a new Constitution could be drawn up and adopted by referendum before the presidential elections. All the more so in that the actual content of this new text was the object of fervent debate between the various political forces. Some suggested that Article 60 of the constitutional declaration be amended, so that it clarified the criteria for selection of the members of the Constituent Assembly. Others appealed to the SCAF for the provisional declaration itself to be amended so as to allow it to continue to be applied after the presidential elections, until the adoption of a new Constitutional text. Another grouping proposed finally to reinstate on a provisional basis the Constitution of 1971. As late as the end of April 2012, no consensus had been reached on the criteria for the appointment of the members of the Constituent Assembly. An agreement between the SCAF and the leading political forces, concluded on 28 April, had been rejected the very next day by the Commission for Legislative and Constitutional Affairs of the People's Assembly. Moreover, on 29 April Parliament decided to suspend its own sessions until 6 May, as a sign of protest against the fact that the SCAF continues to refuse to appoint a government that is the expression of the Parliamentary majority. The Islamist parties have lost any anxieties about confronting the SCAF and they did not seem to be in a hurry to adopt a new Constitution, probably in the hope that their candidate would come out on top in the presidential elections and that these would ultimately reinforce their own position on the political chessboard. Once they controlled the legislative and the executive, they would have plenty of scope to take a firm hold on the process of the drafting of the new Constitution. But many people in Egypt doubted that the presidential elections would really be held on the scheduled dates and that the army would surrender power at the end of June 2012, as it had pledged to do, thus depriving itself of the power to influence the content of the form of the future Constitution.

A coalition of jurists and liberal political parties appealed to the Council of State to pronounce the composition of the Constituent Assembly unconstitutional. On 10 April 2012 the administrative judge granted the appeal

OASIS

Rivista semestrale della Fondazione Internazionale Oasis
Anno VIII N.15 Giugno 2012

Revue semestrielle de la Fondation Internationale Oasis
Année 8^e N.15 Juin 2012

A biannual Journal of the Oasis International Foundation
Year 8 N.15 June 2012

نخلستان

بين القوامي فاؤنڈیشن نخلستان کا سہ ماہی رسالہ - سال ہشتم، شمارہ پندرہواں، جون ۲۰۱۲

الواحة

مجلة نصف سنوية تصدر عن مؤسسة «الواحة» الدولية، السنة الثامنة، العدد الخامس عشر، حزيران (يونيو) ۲۰۱۲

WHAT STATES ARE BASED ON LAW, CONSTITUTIONS, SHARIA

ENCOUNTERS. RASHID GHANNOUSHI:

DEMOCRACY WILL INTERPRET THE QUR'AN

REPORTAGE. TUNISIA: A POINT OF NO RETURN

PICTURES. ARAB UPRISINGS: FROM THE SQUARES TO THE SEATS OF POWER